
Rapport du Président**Proposition de don au titre du Cadre pour la
soutenabilité de la dette****République fédérale démocratique d'Éthiopie****Projet de renforcement de la résilience des moyens
d'existence dans les basses terres – Phase II
(LLRP II)**Numéro du projet: 2000004931

Cote du document: EB 2025/144/R.4/Rev.2

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) b) ii)

Date: 14 mai 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 57.

Questions techniques:**Mawira Chitima**Directeur de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: m.chitima@ifad.org**Lars Hein**Spécialiste technique principal (monde)
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: l.hein@ifad.org

Table des matières

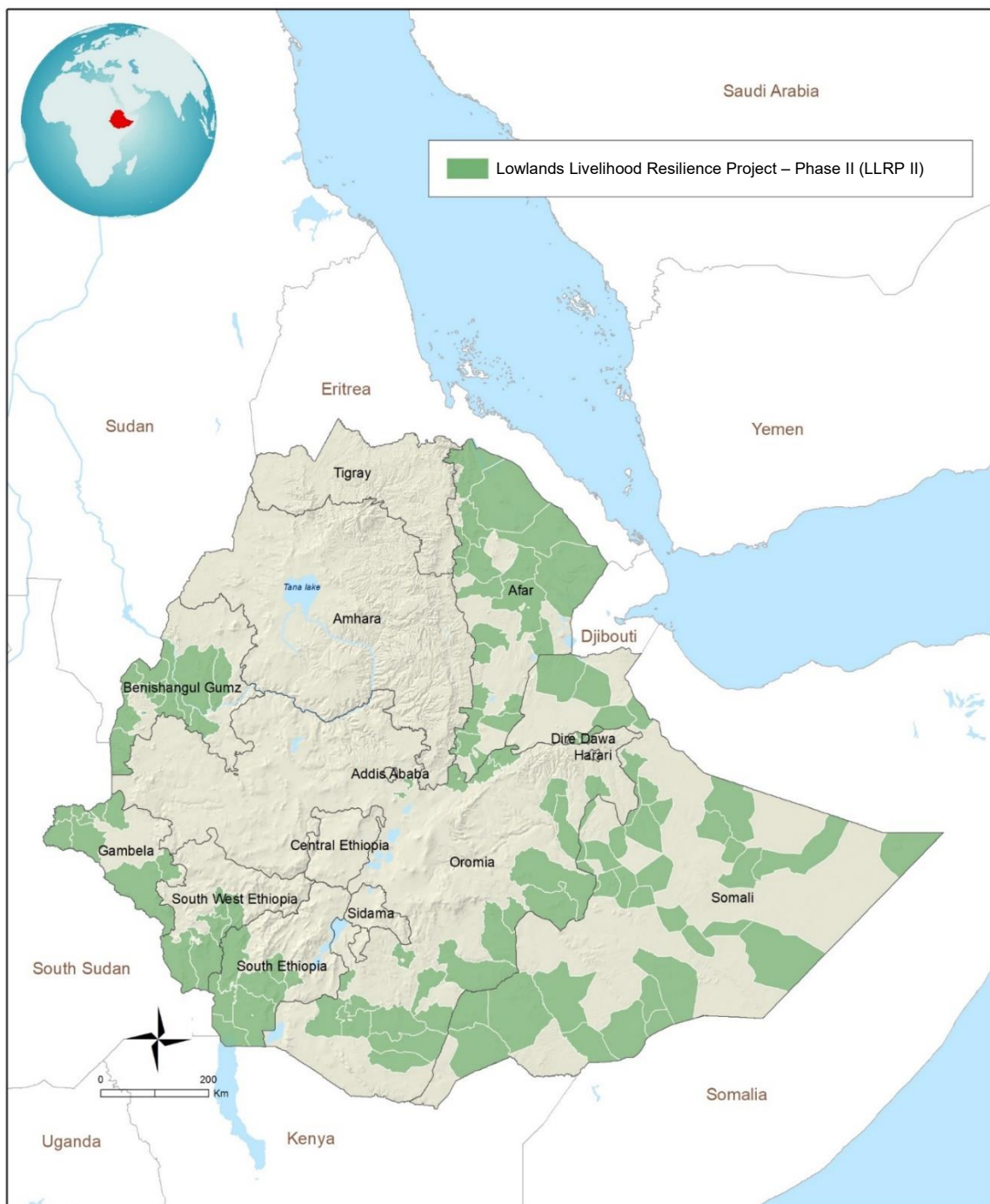
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, effets directs et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Mawira Chitima
Responsable technique:	Lars Hein
Responsable des finances:	Sengul James
Spécialiste climat et environnement:	Marie-Ange Kigeme
Juriste:	Felister Munyua

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 21/10/2024

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Association internationale de développement (IDA) Groupe de la Banque mondiale
Emprunteur/bénéficiaire:	République fédérale démocratique d'Éthiopie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'irrigation et des basses terres
Coût total du projet:	424 millions d'USD
Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	69,243 millions d'USD
Conditions du financement du FIDA:	Don au titre du CSD
Cofinanceurs:	IDA Secteur privé
Montant du cofinancement:	IDA: 340 millions d'USD Secteur privé: 4 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt de l'IDA Contribution du secteur privé
Déficit de financement:	10,757 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	57,804 millions d'USD (dont 2,4 millions d'USD de compléments de financement pour le climat)
Institution coopérante:	IDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. L'Éthiopie, pays ethniquement hétérogène et à l'histoire lourde de tensions, se caractérise par un contexte politique complexe. Les conflits récents, conjugués à des chocs externes tels que les phénomènes météorologiques extrêmes et la COVID-19, ont entraîné des niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire.
2. Le pays est dans un moment charnière marqué par les conflits, la concurrence pour les ressources et les problèmes de gouvernance. La priorité du FIDA est de renforcer la résilience et d'adopter des stratégies tenant compte de la situation de conflit pour promouvoir la stabilité et le développement.
3. L'Éthiopie fait face à d'importantes difficultés dans l'élimination de la pauvreté et de la faim. Près de 60% des ménages pastoraux et agropastoraux dans les basses terres vivent dans l'extrême pauvreté et souffrent d'une malnutrition croissante, le tout aggravé par les sécheresses et des ressources limitées.
4. En Éthiopie, les zones pastorales et agropastorales, qui sont vitales pour assurer les moyens d'existence d'environ 18 millions de personnes, connaissent de graves difficultés liées aux effets des changements climatiques, aux conflits pour les ressources et à l'accès aux marchés, mais contribuent pourtant à 16% du produit intérieur brut du pays. Le Gouvernement éthiopien a mis en œuvre des stratégies d'amélioration des moyens d'existence des communautés pastorales et agropastorales et de réduction de la pauvreté rurale, notamment la Politique et les stratégies de développement pastoral en Éthiopie et le plan de développement de l'Éthiopie à l'horizon 2030, visant à améliorer les moyens d'existence et à renforcer la résilience. La collaboration avec des organisations non gouvernementales et des organisations internationales telles que le FIDA et la Banque mondiale vient soutenir cette action.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ porteur de transformations en matière de genre;
 - ☒ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
6. Le pays est confronté à des difficultés concernant notamment l'avancement économique des femmes, dont l'accès aux ressources, à la prise de décisions et aux débouchés économiques est limité. Des obstacles culturels restreignent leur participation à l'agriculture et aux activités de la communauté. Par ailleurs, une grande partie de la jeunesse n'a pas accès à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi, ce qui entraîne un taux de chômage élevé et des risques d'instabilité.
7. L'insécurité alimentaire et la malnutrition, notamment chez les femmes et les enfants, sont aggravées par un accès limité à des aliments nutritifs. Les effets des changements climatiques, dont une recrudescence des sécheresses et des inondations du fait des phénomènes météorologiques extrêmes, menacent les rendements agricoles et les moyens d'existence, tout particulièrement dans les communautés agropastorales.
8. Le projet remédie à ces vulnérabilités en promouvant une agriculture résiliente face aux changements climatiques, l'éducation nutritionnelle et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. Les principales initiatives prévoient la

distribution de semences résistantes à la sécheresse, des formations à une gestion durable des terres et l'évolution des normes sociales. Le projet intègre les questions d'égalité femmes-hommes, d'autonomisation des jeunes et de résilience climatique, conformément aux engagements du FIDA en faveur de l'efficacité de l'impact.

Justification de l'intervention du FIDA

9. Le projet s'appuie sur les résultats positifs de la première phase du Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres (LLRP), qui a montré des progrès encourageants lors de l'examen à mi-parcours. Les principaux résultats sont les suivants: i) 222 854 pasteurs et agropasteurs (40% de femmes, 27% de jeunes) ont eu accès à 113 071 hectares de terres de parcours; ii) 28 plans d'ensemble de gestion des parcours et d'investissement ont été élaborés pour 100 *woredas* couverts par le projet; iii) 81 projets d'infrastructures économiques publiques ont été menés à bien sur la base de ces plans; iv) 32 878 bénéficiaires ont été accompagnés dans la diversification de leurs moyens d'existence; v) l'adoption de technologies a été encouragée dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, ce qui a mené 27 303 agriculteurs à adopter des pratiques améliorées; vi) 482 coopératives rurales d'épargne et de crédit ont été créées ou renforcées au profit de 41 918 personnes; vii) sept partenariats productifs ont été noués pour améliorer la commercialisation; viii) 654 sous-projets de services à l'initiative des communautés ont été achevés et ont bénéficié à plus de 1 million de personnes, dont 50% de femmes et 13,5% de jeunes.
10. Le Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres – Phase II (LLRP II) prends à bras le corps les problèmes auxquels sont confrontées les communautés pastorales et agropastorales d'Éthiopie et insiste notamment sur les effets des changements climatiques, sur l'adaptation des parcours, sur l'avancement économique des femmes, sur la promotion de la jeunesse et sur la sécurité alimentaire afin d'améliorer la résilience et les moyens d'existence. L'expérience du FIDA en matière de développement du pastoralisme conjuguée à des partenariats solides, notamment avec la Banque mondiale, facilite l'efficacité du financement et la coordination des interventions, renforçant ainsi l'impact et la résilience.

B. Enseignements à retenir

11. Dans le cadre du LLRP II, le FIDA prend en compte les enseignements tirés des projets passés et actuels en Éthiopie (notamment les conclusions de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays conduite en 2023) et s'appuie sur les résultats obtenus lors de la première phase du LLRP. Les principaux enseignements sont les suivants: i) mettre en adéquation les investissements stratégiques avec les priorités communautaires, en associant des initiatives à grande échelle à des approches pilotées par les communautés; ii) s'appuyer sur un développement à l'initiative des communautés de façon à garantir l'inclusion et à intégrer les populations vulnérables; iii) renforcer les institutions locales par le développement des capacités et l'assistance technique pour améliorer la gestion financière, la passation de marchés et l'exécution; iv) améliorer les dynamiques de groupe en créant des entreprises à partir des groupes d'intérêt commun performants, tout en préservant la participation égale des femmes et des jeunes; v) regrouper les services d'intermédiation financière dans des coopératives pastorales d'épargne et de crédit de sorte que le développement des moyens d'existence ne soit pas dissocié de l'accès aux services financiers; vi) renforcer les systèmes de suivi-évaluation et d'apprentissage moyennant l'utilisation d'outils de données satellite et de systèmes d'information géographique aux fins du suivi de l'état des parcours et des effets directs du projet; vii) mettre en œuvre des accords de gestion financière ciblés dans les zones touchées par les conflits; viii) assurer une concertation continue avec les partenaires afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes,

l'optimisation des ressources et la gestion des connaissances dans l'exécution de projets de type C.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

12. L'objectif de développement du LLRP II est de renforcer la résilience des communautés pastorales et agropastorales face aux effets des changements climatiques dans les basses terres en Éthiopie. À cette fin, il vise à réduire la vulnérabilité des pasteurs et des agropasteurs à la variabilité du climat et à l'intensification des phénomènes météorologiques, et à rendre moins fragiles les moyens d'existence de ces communautés, notamment en renforçant les filières de l'élevage. Il promeut également une mobilisation du secteur privé plus efficace dans ces filières. Le projet est donc parfaitement cohérent avec les priorités de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA et avec le programme d'options stratégiques pour l'Éthiopie (COSOP).
13. Le projet couvrira 120 *woredas* dans les basses terres de sept États régionaux (Afar, Binshangul Gumuz, Gambela, Oromiya, Somali, Éthiopie du Sud et Éthiopie du Sud-Ouest) et la ville de Dire Dawa. Ces dernières années, les basses terres d'Éthiopie ont subi les effets conjugués de sécheresses cycliques, de conditions météorologiques changeantes et des conflits, qui ont fragilisé les moyens d'existence et entraîné des niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire dans les communautés vivant dans ces régions. Le LLRP II cible les ménages de pasteurs et d'agropasteurs et devrait toucher 3 millions de bénéficiaires, soit environ 16% de la population des basses terres en Éthiopie. Les femmes et les jeunes représenteront respectivement 50% et 30% des bénéficiaires du LLRP II. Les pasteurs et agropasteurs en Éthiopie sont extrêmement vulnérables aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, à la pauvreté, à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire. Outre les bénéficiaires directs, on estime que 2 millions de personnes bénéficieront indirectement des investissements du projet.

B. Composantes, effets directs et activités

14. Le projet comprendra les composantes suivantes:
15. La **composante 1 – Gestion des risques pastoraux pour la résilience** – prévoit: i) le renforcement des systèmes d'alerte précoce et de réponse et des systèmes d'information sur le climat dans les basses terres; ii) des investissements stratégiques destinés à la préparation aux catastrophes et au renforcement de la résilience.
16. La **composante 2 – Gestion intégrée des parcours** – prévoit: i) d'assurer le suivi de la santé des parcours et le renforcement des capacités institutionnelles de gestion des parcours, notamment pour les institutions locales; ii) d'investir dans la gestion participative des parcours et des pâturages; iii) d'atténuer et de gérer les conflits liés aux ressources en dotant les communautés bénéficiaires d'outils et de capacités permettant de remédier aux causes profondes des conflits liés aux ressources au niveau communautaire.
17. La **composante 3 – Des moyens d'existence durables et résilients aux changements climatiques**– prévoit: i) l'augmentation de la productivité des cultures et de l'élevage et leur résilience aux changements climatiques par la promotion de technologies climato-compatibles et tenant compte des enjeux de nutrition et de genre, par l'amélioration de l'élevage et de la gestion des troupeaux et par le renforcement des services de santé animale; ii) la commercialisation et la diversification des moyens d'existence par le développement des entreprises et un meilleur accès aux services financiers en faveur des ménages les plus pauvres.

18. La **composante 4 – Gestion de projet, suivi-évaluation et apprentissage** – financera: i) la gestion de projet; ii) le suivi-évaluation et l'apprentissage; iii) la gestion des connaissances et le soutien aux politiques.

C. Théorie du changement

19. La théorie du changement fait le lien entre les principales activités, les produits et les effets directs dans le but d'atteindre l'objectif de développement du projet. Le projet vise à renforcer les systèmes d'alerte précoce, à encourager la gestion durable des terres, à intégrer les énergies renouvelables, à promouvoir une agriculture climato-compatible, à diversifier les moyens d'existence et à soutenir l'élaboration des politiques en vue d'obtenir les résultats suivants: une amélioration de la réponse aux catastrophes, des cadres de résilience éprouvés, une meilleure gouvernance foncière, un accès plus large aux énergies renouvelables, une productivité agricole accrue, des liens renforcés avec les marchés et des institutions financières consolidées. Ces produits ont les effets suivants: des infrastructures climato-compatibles opérationnelles, des systèmes d'alerte précoce efficaces, une utilisation des terres durable et une plus forte productivité. Cela permettra au bout du compte d'améliorer les moyens d'existence et de renforcer la résilience climatique dans les communautés pastorales et agropastorales des basses terres d'Éthiopie.

D. Alignement, appropriation et partenariats

20. Le LLRP II contribue à plusieurs objectifs de développement durable, en particulier: l'élimination de la pauvreté, en améliorant les moyens d'existence et la résilience des communautés pastorales et agropastorales; et l'élimination de la faim, moyennant des pratiques agricoles durables et des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire. En mettant en œuvre des stratégies pour atténuer les effets de la variabilité du climat et de l'intensification des phénomènes météorologiques, le LLRP II promeut l'action climatique et une gestion durable des terres. En outre, le projet est cohérent avec le plan décennal Éthiopie 2030 (*The Pathway to Prosperity Ten Years Perspective Development Plan 2021-2030*), pour une économie verte résiliente aux changements climatiques, ainsi qu'avec le Plan national d'adaptation.
21. Le projet est en phase avec les priorités du FIDA dans la mesure où il prévoit d'augmenter la résilience et la productivité dans les contextes de fragilité et d'investir dans la résilience climatique, ce qui est cohérent avec le COSOP pour l'Éthiopie. Dans le COSOP, les basses terres sont considérées comme une zone d'investissement prioritaire, et on y souligne le besoin d'interventions ciblées pour remédier à la pauvreté et à la vulnérabilité. Priorité y est également donnée à l'amélioration des moyens d'existence des communautés pastorales et agropastorales par une gestion durable des ressources, une meilleure sécurité alimentaire et la résilience climatique. Par ailleurs, le COSOP met l'accent sur l'inclusion des femmes, le développement des infrastructures et la promotion de politiques visant à remédier aux difficultés propres à ces communautés. Le projet s'appuie sur une approche multisectorielle pour relever les défis complexes qui touchent les communautés vulnérables dans les zones pastorales et agropastorales d'Éthiopie. La collaboration avec la Banque mondiale, l'Institut international de la reconstruction rurale et d'autres partenaires de développement dans le cadre du projet vise à augmenter l'efficacité et à réduire les chevauchements d'activités. La mobilisation des communautés locales, des organismes publics et de la société civile garantit que les besoins locaux seront satisfaits.

E. Coût, avantages et financement

22. Les composantes 1 (Gestion des risques pastoraux pour la résilience), 2 (Gestion intégrée des parcours) et 3 (Des moyens d'existence durables et résilients aux changements climatiques) relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le

suivi du financement de l'adaptation et l'atténuation climatiques, est estimé à 57,804 millions d'USD.

Coût du projet

23. Le coût total du projet s'élèvera à 424 millions d'USD. Le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à 57,804 millions d'USD, soit 83,5% de l'investissement total du Fonds. Cette somme se subdivise en 42,951 millions d'USD relevant de l'adaptation, et 14,853 millions d'USD relevant de l'atténuation.

Tableau 1

Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>IDA</i>		<i>Don du FIDA relevant du CSD (SAFP)</i>		<i>Déficit de financement</i>		<i>Secteur privé</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Gestion des risques pastoraux pour la résilience										
1.1. Renforcement des systèmes d'alerte précoce et de réponse et des systèmes d'information sur le climat dans les basses terres en Éthiopie	7 000	77,8	2 000	22,2	-	-	-	-	9 000	2,1
1.2. Appui aux investissements climato-compatibles destinés à la préparation aux catastrophes et à la résilience	177 000	80,8	31 243	14,3	10 757	4,9	-	-	219 000	51,7
Total partiel	184 000	80,7	33 243	14,6	10 757	4,7	-	-	228 000	53,8
2. Gestion intégrée des parcours										
2.1. Suivi de la santé des parcours et renforcement des capacités institutionnelles	3 480	80,0	870	20,0	-	-	-	-	4 350	1,0
2.2. Gestion participative des parcours et des pâturages	42 500	81,0	10 000	19,0	-	-	-	-	52 500	12,4
2.3. Gestion et atténuation des conflits liés aux ressources	6 180	81,0	1 450	19,0	-	-	-	-	7 630	1,8
Total partiel	52 160	80,9	12 320	19,1	-	-	-	-	64 480	15,2
3. Des moyens d'existence durables et résilients aux changements climatiques										
3.1. Appui à la productivité des cultures et de l'élevage et à leur résilience climatique	29 970	81,0	7 030	19,0	-	-	-	-	37 000	8,7
3.2. Diversification des moyens d'existence et commercialisation	41 475	76,1	9 015	16,5	-	-	4 000	7,3	54 490	12,9
Total partiel	71 445	78,1	16 045	17,5	-	-	4 000	4,4	91 490	21,6
4. Gestion de projet et appui aux politiques										
4.1. Gestion de projet, suivi-évaluation et apprentissage	29 994	81,0	7 036	19,0	-	-	-	-	37 030	8,7
4.2. Gestion des connaissances et appui aux politiques	2 400	80,0	600	20,0	-	-	-	-	3 000	0,7
Total partiel	32 394	80,9	7 636	19,1	-	-	-	-	40 030	9,4
Coût total du projet	340 000	80,2	69 243	16,3	10 757	2,5	4 000	0,9	424 000	100

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	IDA		Don du FIDA relevant du CSD (SAFP)		Déficit de financement		Secteur privé		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement										
A. Travaux de génie civil	199 104	80,8	36 461	14,8	10 757	4,4	-	-	246 322	58,1
B. Ateliers et formation	14 796	80,8	3 523	19,2	-	-	-	-	18 319	4,3
C. Biens et équipement	46 302	80,9	10 932	19,1	-	-	-	-	57 234	13,5
D. Véhicules et motocyclettes	5 211	81,0	1 222	19,0	-	-	-	-	6 433	1,5
E. Services										
1. Assistance technique (internationale)	312	80,9	74	19,1	-	-	-	-	386	0,1
2. Assistance technique (nationale)	6 377	78,1	1 788	21,9	-	-	-	-	8 164	1,9
3. Autres services	13 339	80,8	3 160	19,2	-	-	-	-	16 499	3,9
Total partiel	20 028	80,0	5 022	20,0	-	-	-	-	25 050	5,9
F. Guichet de réponse aux crises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G. Dons et subventions										
1. Dons de contrepartie	29 776	74,0	6 840	17,0	-	-	3 621	9,0	40 238	9,5
2. Dons incitatifs à l'épargne	5 213	83,5	653	10,5	-	-	379	6,1	6 245	1,5
Total partiel	34 989	75,3	7 493	16,1	-	-	4 000	8,6	46 483	11,0
Total des dépenses d'investissement	320 431	80,1	64 653	16,2	10 757	2,7	4 000	1,0	399 841	94,3
II. Dépenses ordinaires										
A. Salaires, traitements et indemnités	11 855	81,0	2 781	19,0	-	-	-	-	14 636	3,5
B. Frais de fonctionnement	7 714	81,0	1 809	19,0	-	-	-	-	9 523	2,2
Total des dépenses ordinaires	19 569	81,0	4 590	19,0	-	-	-	-	24 159	5,7
Coût total du projet	340 000	80,2	69 243	16,3	10 757	2,5	4 000	0,9	424 000	100,0

Tableau 3

Coût du projet par composante et sous-composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>	<i>2029</i>	<i>Total</i>
1. Gestion des risques pastoraux pour la résilience							
1.1. Renforcement des systèmes d'alerte précoce et de réponse et des systèmes d'information sur le climat dans les basses terres en Éthiopie	161	5 764	828	904	753	591	9 000
1.2. Appui aux investissements climato-compatibles destinés à la préparation aux catastrophes et à la résilience	9 303	28 007	47 025	105 996	28 492	177	219 000
Total partiel	9 464	33 771	47 852	106 900	29 245	768	228 000
2. Gestion intégrée des parcours							
2.1. Suivi de la santé des parcours et renforcement des capacités institutionnelles	1 571	847	511	777	528	116	4 350
2.2. Gestion participative des parcours et des pâturages	4 980	7 043	14 276	10 839	9 040	6 322	52 500
2.3. Gestion et atténuation des conflits liés aux ressources	1 043	1 827	2 273	1 996	490	1	7 630
Total partiel	7 593	9 717	17 060	13 612	10 058	6 439	64 480
3. Des moyens d'existence durables et résilients aux changements climatiques							
3.1. Appui à la productivité des cultures et de l'élevage et à leur résilience climatique	2 067	8 116	9 109	8 039	5 896	3 773	37 000
3.2. Diversification des moyens d'existence et commercialisation	9	14 483	13 486	12 973	13 163	376	54 490
Total partiel	2 076	22 599	22 594	21 012	19 059	4 149	91 490
4. Gestion de projet et appui aux politiques							
4.1. Gestion de projet, suivi-évaluation et apprentissage	3 979	12 519	5 438	5 638	5 990	3 465	37 030
4.2. Gestion des connaissances et appui aux politiques	145	805	720	446	656	228	3 000
Total partiel	4 124	13 324	6 158	6 084	6 647	3 693	40 030
Coût total du projet	23 258	79 411	93 665	147 608	65 009	15 050	424 000

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

24. Le financement se décompose comme suit: i) 340 millions d'USD de fonds de l'IDA (255,7 millions de DTS); ii) 69,243 millions d'USD du FIDA, issus de l'allocation budgétaire ordinaire au titre du SAFP; iii) 4 millions d'USD de contribution du secteur privé; iv) 10,8 millions d'USD de déficit de financement. Le prêt de l'IDA est déjà effectif et en cours de décaissement. En ce qui concerne le financement du FIDA, aucun défaut de financement effectif n'est attendu.
25. En cohérence avec le financement de l'IDA, les fonds du FIDA seront utilisés pour payer les taxes et seront décaissés *pari passu*.

Décaissement

26. Le Ministère de l'irrigation et des basses terres ouvrira un compte désigné en dollars des États-Unis auprès de la Banque nationale d'Éthiopie pour y recevoir les fonds du FIDA. Les décaissements auront lieu après la présentation trimestrielle du rapport financier intermédiaire et l'approbation de la Banque mondiale sur le portail Client Connection. Le FIDA procédera ensuite au virement des fonds sur ce compte désigné, qui seront versés sur des comptes collectifs, en birr éthiopiens, aux différents échelons de l'administration. Ces fonds resteront séparés de ceux du LLRP et différenciés par source de financement.

Résumé des avantages et analyse économique

27. L'analyse économique et financière prévisionnelle montre que le projet devrait être économiquement viable. Dix-neuf modèles financiers ont été élaborés et couvrent différentes activités en faveur des communautés pastorales et agropastorales, comme l'irrigation, la conservation des eaux, l'entrepreneuriat agricole ou les entreprises non agricoles.
28. L'analyse prévisionnelle, faite au moyen de l'outil EX-ACT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), estime que le projet peut réduire les émissions de gaz à effet de serre de 32 882 407 tonnes d'équivalent CO₂ en 20 ans (1 641 120 tonnes d'équivalent CO₂ par an), principalement en améliorant la gestion des parcours et la productivité de l'élevage. Toutefois, les émissions issues des pratiques de culture et des intrants augmenteront.
29. La modélisation du rapport économique coûts-avantages montre une rentabilité dans tous les scénarios, avec une valeur actuelle nette (VAN) de base de 125 millions d'USD et un taux de rentabilité économique (TRE) de 13,3%. Si l'on inclut les externalités environnementales, la VAN augmente, passant de 897 millions d'USD à 1 671 millions d'USD, et le TRE de 37,4% à 55,5%. L'analyse de sensibilité confirme la rentabilité au-dessus d'un taux d'actualisation de 7% dans diverses conditions, bien que le projet soit sensible à une baisse de 30% des avantages ou à une augmentation de 30% des coûts.

Stratégie de retrait et pérennisation

30. La pérennisation du projet s'appuie sur: i) un processus de planification participative ascendant, en particulier au titre de la composante 1; ii) la collaboration avec des structures étatiques existantes aux fins de l'exécution du projet; iii) des partenariats renforcés et un développement ciblé des capacités; iv) la promotion de solutions fondées sur la nature, des investissements dans des terres de parcours naturelles, des pratiques de gestion des parcours traditionnelles (par rotation) et un système automatisé de suivi de la santé des parcours à l'appui de la base de ressources naturelles et de l'environnement requis pour fournir de façon durable les intrants nécessaires aux systèmes de production pastoraux et agropastoraux; v) la mobilisation du secteur privé, notamment au moyen de partenariats de production, des petites et moyennes entreprises (y compris par la mobilisation des capitaux propres) et par des incitations commerciales répondant aux besoins en biens et services des producteurs et entreprises ayant une activité pastorale et agropastorale; vi) les améliorations attendues de la prestation de

services publics, tels que les services de vulgarisation ou les services vétérinaires, grâce à l'adoption de technologies et de modèles innovants; vii) un appui coordonné à l'adoption de pratiques et solutions techniques climato-compatibles et orientées vers le marché pour la gestion des animaux d'élevage et des cultures (incluant l'alimentation, la santé, la sélection des races et variétés, l'accès aux marchés et l'élevage, regroupés sous forme de kits intégrés) qui réduiront l'intensité en carbone des activités agricoles dans les zones ciblées par le projet; viii) l'appui à des revenus et moyens d'existence de substitution permettant de renforcer la résilience des moyens d'existence aux effets des changements climatiques dans les basses terres arides et semi-arides.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

Tableau 4

Synthèse des risques

Aspect du risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Substantiel
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Substantiel	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Substantiel	Substantiel

B. Catégorie environnementale et sociale

31. Les documents d'évaluation de la Banque mondiale (synthèse de l'examen environnemental et social et document d'évaluation du projet) montrent que les risques environnementaux et sociaux sont substantiels. Cette classification du risque est la même que celle obtenue au moyen de l'outil d'examen critique des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA de 2021. L'examen en matière de climat effectué par le FIDA montre que le risque climatique dans les régions du projet est lui aussi substantiel. En raison du classement des risques environnementaux, sociaux et climatiques et de la nature des activités du LLRP II, il faudra procéder à différentes études avant l'exécution du projet et prendre des mesures d'atténuation pour anticiper ces risques et leurs impacts éventuels autant que nécessaire. La Banque mondiale est responsable de l'exécution de mesures d'atténuation dans le cadre du plan d'engagement environnemental et social, dont une version préliminaire a déjà été rédigée. Bien que la Banque mondiale ait listé des retombées climatiques positives par activité, en précisant les mesures d'atténuation, le plan n'est pas totalement conforme aux exigences du FIDA concernant le mécanisme de compensation des risques climatiques. Le Fonds procédera donc à une évaluation ciblée de l'adaptation pour garantir l'atténuation des risques climatiques.

C. Classement au regard des risques climatiques

32. Le risque climatique pour le LLRP II est jugé substantiel à cause de plusieurs facteurs environnementaux et contextuels. Les risques environnementaux sont notamment le surcroît d'extraction d'eau, la salinisation des sols, la mauvaise gestion des nutriments du sol, la forte consommation d'eau, l'utilisation possible de pesticides et les problèmes de gestion des résidus de culture et des déchets. Des facteurs contextuels, comme l'instabilité politique, les conflits et les déplacements

internes, exacerbent les risques environnementaux, ce qui remet aussi en cause la durabilité. Le FIDA a conduit une étude d'évaluation ciblée de l'adaptation, à l'issue de laquelle il a été recommandé d'intégrer aux différentes étapes d'exécution du projet les conclusions relatives à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de ces derniers. On pourra ainsi accroître la résilience et la durabilité du projet, en veillant à ce qu'il réponde aux normes les plus élevées en matière d'exigences environnementales, sociales et climatiques pour les deux organisations.

D. Soutenabilité de la dette

33. Le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale sur l'analyse du degré d'endettement tolérable concernant l'Éthiopie a été publié le 29 juillet 2024. Cette évaluation indiquait que la dette du pays avait atteint un niveau qui n'était pas viable, principalement en raison de dépassements réitérés sur les indicateurs de la dette extérieure liée aux exportations. Le pays, qui a fait défaut sur les intérêts de ses euro-obligations en décembre 2023, est en situation de surendettement. Sa capacité de remboursement de la dette a été rétrogradée à « faible » en octobre 2022. Il est nécessaire que le programme de réforme des autorités soit mis en œuvre sans délai et que les créanciers extérieurs prennent des mesures d'allègement de la dette si l'on veut atténuer les pressions sur les liquidités et rétablir la viabilité de la dette.
34. Le Gouvernement a convenu avec la Banque mondiale et le FMI d'un programme de soutien visant à réduire le surendettement et à améliorer les conditions macroéconomiques. Les autorités ont mis en place des réformes de fond de la politique macroéconomique, ce qui a permis de bénéficier d'un programme de soutien de 10 milliards d'USD de la Banque mondiale et du FMI.
35. Le 9 novembre 2023, le Comité des créanciers officiels, qui relève du Cadre commun du G20, a accepté de suspendre le service de la dette dû en 2023 et 2024. Les créanciers se sont de nouveau engagés à procéder à un traitement de la dette dans le cadre d'un programme soutenu par le FMI.
36. Le pays remplit actuellement les conditions pour bénéficier d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette du FIDA.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. Au nombre des principales institutions chargées de l'exécution du LLRP II, le Ministère de l'irrigation et des basses terres fait office d'organisme chef de file, tandis que divers autres ministères et organisations contribueront à l'exécution du projet. Le projet s'appuiera sur les unités de coordination de projet (UCP) qui existent déjà au niveau fédéral, régional et des *woredas*, tandis que de nouvelles UCP seront créées pour Dire Dawa et les 20 *woredas* supplémentaires. Cette approche garantit une continuité, une allocation efficace des ressources et la participation active des parties prenantes locales.
38. Le Ministère de l'irrigation et des basses terres a montré qu'il était à même de gérer des projets de ce type, puisqu'il a déjà supervisé avec succès le LLRP I. Il accueillera l'unité fédérale de coordination du projet (UFCP), qui assurera la gestion et la supervision globales du projet. Cette unité coordonnera ses activités avec les comités de pilotage fédéraux et régionaux composés de représentants du Ministère des finances, du Ministère de l'agriculture et d'autres ministères sectoriels concernés, garantissant ainsi une approche collaborative de l'exécution du projet.
39. Parmi les autres partenaires d'exécution figureront l'Autorité éthiopienne de protection de l'environnement et le Développement forestier éthiopien, l'Institut éthiopien de recherche agricole et plusieurs organisations internationales, qui assureront un soutien technique et un transfert de connaissances. Les relations

tissées entre ces institutions permettront de favoriser les synergies, une communication et une collaboration régulières étant assurées par des comités techniques aux différents niveaux: fédéral, régional et des *woredas*.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

40. La gestion financière du projet se conformera aux politiques et aux directives de la Banque mondiale. Le Ministère de l'irrigation et des basses terres, actuellement chargé de l'exécution du LLRP I en cours, continuera à exécuter le LLRP II. Les unités de gestion de projet (UGP) du LLRP I continueront également à appuyer le LLRP II. L'UGP fédérale conservera la responsabilité fiduciaire globale de l'exécution du projet. Comme les équipes de projet exécutent les deux phases simultanément, les financements sont cloisonnés pour éviter tout cumul. Le projet suivra la procédure et le calendrier budgétaires du Gouvernement éthiopien. L'UFCP, hébergée par le Ministère de l'irrigation et des basses terres, élaborera un plan de travail et budget annuel consolidé qu'elle présentera à la Banque mondiale au plus tard le 31 mai de chaque année. L'édition 2010 du logiciel de comptabilité Peachtree Quantum de l'entreprise Sage continuera d'être utilisée, et les politiques et procédures comptables du Gouvernement éthiopien (comptabilité de caisse modifiée) s'appliqueront au projet.
41. Le projet sera soumis aux politiques et aux procédures de contrôle interne des autorités publiques éthiopiennes. En outre, le manuel de gestion financière du projet précisera les procédures de contrôle détaillées propres au projet, et l'unité de vérification interne des comptes de l'UFCP effectuera des audits trimestriels.
42. Des rapports financiers intermédiaires seront présentés à la Banque mondiale dans les 45 jours suivant la fin de chaque trimestre, et les états financiers annuels seront préparés dans les trois mois suivant la fin de l'année financière.
43. Les états financiers annuels seront vérifiés par un auditeur indépendant, et les rapports d'audit seront soumis à la Banque mondiale dans les six mois suivant la fin de l'année financière. L'audit devra être conforme aux procédures des Normes internationales d'audit.
44. La Banque mondiale accepte que ses fonds soient utilisés pour payer des taxes et, dans ce domaine, le FIDA alignera son approche sur celle de la Banque mondiale.
45. Les passations de marchés relatives au projet seront conformes au Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de la Banque mondiale et aux directives pertinentes de lutte contre la corruption. Le Ministère de l'irrigation et des basses terres, aux côtés des bureaux régionaux, mettra en œuvre les activités de passation de marchés par l'intermédiaire des UCP. La Banque mondiale a évalué la capacité des organismes concernés en matière de passation de marchés, et a listé différents risques: difficultés à attirer des experts qualifiés, capacité de gestion limitée, problèmes liés aux registres de passation de marchés et à la concurrence, etc. Les mesures d'atténuation sont décrites dans l'appendice III, le risque résiduel lié à la passation de marchés étant jugé substantiel.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

46. Le LLRP II s'appuie sur le succès de la première phase et donne la priorité à la mobilisation des communautés pour accroître l'appropriation, la durabilité et l'impact. Cette approche collaborative permet de renforcer les partenariats, garantir la pertinence et favoriser la participation à long terme des communautés. Pour faciliter cette démarche, le mécanisme de réponse aux doléances permettra de répondre aux inquiétudes, d'éviter que la situation ne s'aggrave et de garantir un retour d'information efficace. Les plaintes peuvent être présentées par l'intermédiaire des mécanismes du projet, du Service de règlement des plaintes de la Banque mondiale ou du mécanisme de réponse aux doléances du FIDA.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

47. Les activités de suivi-évaluation et d'apprentissage relèveront de la composante 4 du projet, comme décrit ci-dessus. Ces activités comprennent: i) la mise au point et le renforcement d'un système d'information de gestion qui met en réseau toutes les entités participant à l'exécution du projet et qui est relié aux systèmes de suivi-évaluation et aux autres systèmes en ligne relevant du projet; ii) la conduite d'évaluations initiales, à mi-parcours et finales, ainsi que la planification annuelle des travaux dans le cadre d'une démarche participative ascendante qui associe toutes les parties prenantes, y compris les communautés pastorales et agropastorales; iii) l'élaboration de rapports de situation trimestriels, semestriels et annuels qui synthétisent les activités régionales et nationales, ce qui comprend les rapports des partenaires d'exécution et des partenaires techniques. L'équipe de projet collaborera avec l'Institut international de recherches sur l'élevage en vue d'établir une méthodologie claire et réalisable de collecte et d'analyse des données et de mener les évaluations initiales, à mi-parcours et finales du projet. De plus amples détails sont fournis dans le manuel d'exécution du projet.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

48. Le projet fera fond sur des méthodes innovantes pour donner aux agriculteurs pastoraux et agropastoraux les moyens de s'adapter dans le domaine de l'élevage, en relayant les innovations locales par l'intermédiaire des réseaux d'agriculteurs. Des écoles pratiques d'agriculture et de pastoralisme offriront des conseils techniques, et des données satellitaires permettront le suivi des conditions des terres de parcours. Dans le cadre du projet seront également créés sur mesure des « kits intégrés » d'innovations déjà mises à l'épreuve par des partenaires tels que l'Institut éthiopien de recherche agricole et l'Organisation du Système CGIAR. Les meilleures pratiques seront consignées et diffusées.
49. En outre, le projet conjuguera des systèmes d'alerte précoce, des pratiques climato-compatibles, des réseaux communautaires renforcés et des filières d'élevage améliorées afin de stimuler la résilience, de réduire la pauvreté et de promouvoir la sécurité alimentaire. Les enseignements tirés de la première phase viseront avant tout à reproduire à plus grande échelle les innovations et à renforcer l'appropriation par les communautés, s'accompagnant d'une intégration dans les politiques publiques pour davantage d'impact.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

50. Le LLRP II a déjà débuté et est dans sa phase de démarrage. Le financement de la Banque mondiale est d'ailleurs déjà effectif. Le projet suit une approche programmatique et s'appuiera sur le cadre institutionnel établi par le LLRP I, en mettant l'accent sur la collaboration entre les organisations internationales, les organismes publics et les parties prenantes pour épauler les communautés pastorales et agropastorales d'Éthiopie. Son objectif est de créer une approche coordonnée en définissant clairement les rôles de chaque organisme en matière de gouvernance, de coordination et d'assistance technique. Une telle structure garantit une exécution efficace et la participation de la communauté, allant jusqu'au niveau du *woreda* pour ce qui est de la planification des investissements et de leur pérennisation. Le soutien apporté aux comités de développement au niveau des *kebeles* couvrira les coûts de développement des capacités et de mobilisation, ce qui renforcera la participation de la communauté. De plus amples détails sont fournis dans le manuel d'exécution du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

51. S'agissant d'un projet de type C, des missions périodiques seront organisées par la Banque mondiale tout au long du cycle de vie du projet, le FIDA désignant la Banque mondiale comme institution de coordination. Le Fonds participera à toutes les missions de supervision, aux examens à mi-parcours, aux missions d'achèvement et aux examens des plans de travail et budgets annuels. Il s'appuiera sur les rapports de mission de la Banque mondiale pour élaborer des rapports de mission distincts destinés au Système de gestion des résultats opérationnels et à son suivi interne. Une lettre de nomination sera signée avec la Banque mondiale pour formaliser cet accord. Ces missions viseront à mesurer les progrès, à cerner les difficultés et à veiller à ce que les objectifs du projet soient atteints. Le FIDA participera à toutes les missions.
52. Un examen à mi-parcours conjoint sera programmé afin d'évaluer la performance et l'efficacité du projet, ainsi que de procéder à tout ajustement nécessaire pour améliorer les résultats. Il associera les parties prenantes aussi bien du FIDA que de la Banque mondiale.
53. L'examen à l'achèvement du projet devra inclure une documentation exhaustive qui couvre les réalisations, les enseignements et les rapports financiers. Il servira à mesurer l'impact global et la durabilité du projet de façon à guider les initiatives futures et à respecter l'obligation de rendre des comptes. Une communication et une coordination régulières entre le FIDA et la Banque mondiale seront essentielles tout au long de ces processus.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

54. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
55. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
56. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

57. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de soixante-neuf millions deux cent quarante-trois mille dollars des États-Unis (69 243 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

Lowlands Livelihood Resilience Project - Phase II

(Negotiations concluded on 12 March 2025)

FINANCING AGREEMENT

Grant No.: _____

Project name: Lowlands Livelihood Resilience Project - Phase II (the "LLRP II"/the "Project")

The Federal Democratic Republic of Ethiopia (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Recipient has requested a Debt Sustainability Framework (DSF) Grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS the Project shall be co-financed by the International Development Association (IDA), through a credit of three hundred and forty million United States dollars (USD 340 000 000);

WHEREAS the Recipient and IDA have entered into a Financing Agreement dated 4 April 2024 (the "IDA Agreement") to provide financing for the Project, which became effective on 21 June 2024;

WHEREAS IDA has agreed to act as the Cooperating Institution for this Project;

WHEREAS the Cooperating Institution and IFAD will sign a letter of appointment (the "Cooperation Agreement") detailing the responsibilities, arrangements and obligations of the two parties in supervising the Project, including requirements for reporting and accountability from the Cooperating Institution, and IFAD will ensure participation in supervisions;

WHEREAS the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions

thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions that refer to Loan financing which shall not apply to this Agreement, and the provisions identified in Section E, paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a DSF Grant (the "Financing") to the Recipient, which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

4. For the purpose of this Agreement:

"PIM" means the Project Implementation Manual prepared under the IDA Agreement;

"Procurement Manual" means the Manual prepared under the IDA Agreement;

"Financial Manual" means the Manual prepared under the IDA Agreement.

"Cooperating Institution" means the International Development Association (IDA).

Section B

1. The amount of the DSF Grant is sixty-nine million two hundred forty-three thousand United States dollars (USD 69 243 000).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 8 July.

3. There shall be a Designated Account in USD for the exclusive use of the Project opened in the National Bank of Ethiopia. The Recipient shall inform the Cooperating Institution of the officials authorized to operate the Designated Account.

4. There shall be pooled Project Accounts in Ethiopian Birr (ETB) opened at all levels. The Federal Implementing Agencies shall open a project bank account in local currency at the National Bank of Ethiopia or Commercial Bank of Ethiopia. Regional Implementing Agencies (RPCUs), RCSTs and Project Woredas shall open bank accounts at the Commercial Bank of Ethiopia.

5. The Project beneficiaries shall provide in-kind/cash counterpart financing for the Project in the amount of four million United States dollars (USD 4 000 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Irrigation and Lowlands (MILLS).

2. Additional Project Parties are described in the PIM.

3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties, in consultation with IDA, may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

4. The Project Completion Date shall be the fourth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be six (6) months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Recipient.

5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the Cooperating Institution's procurement guidelines.

Section D

1. The Financing shall be administered by the Cooperating Institution. The Project shall be jointly supervised by the Cooperating Institution and the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
 - (b) In the event that the Recipient did not request a disbursement of the Financing for a period of at least twelve (12) months without justification.
 - (c) The project coordinator or other Key Project Personnel provided for in Schedule 3, paragraph 4 have been removed from the Project without prior consultation with the Fund.
 - (d) The right of the Recipient to withdraw the proceeds of the IDA Loan has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part; or the IDA Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:
 - (a) In the event that the Recipient did not request a disbursement of the Financing for a period of at least twelve (12) consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the date of entry into force.
3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Cooperation Agreement, as further defined in Article III of the General Conditions, or the IDA Agreement, has entered into full force and effect within 180 days of the date of this Agreement.
 - (b) The right of the Recipient to withdraw the proceeds of the IDA Loan has not been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part; or the IDA Loan has not become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has not occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing.
4. The following Articles of the General Conditions shall be amended to read as follows:
 - (a) Article VII, Section 7.05 (Procurement); The procurement of goods, works and services to be financed out of the proceeds of the Financing shall be

subject to and governed by: (i) IDA's *Procurement Guidelines* (2007, as amended from time to time); (ii) IDA's *Guidelines on the Use of Consultants* (2007, as amended from time to time).

- (b) Article IX, Section 9.03 (Audit of Accounts); Project Accounts and financial statements shall be audited by independent auditors acceptable to the Cooperating Institution in accordance with auditing standards acceptable to the Cooperating Institution.
- (c) Article XI, Section 11.01 (Taxation); The Agreement shall permit the Recipient to use the IFAD Grant to finance taxes in alignment with the approach used in section III.A of Schedule 2 of the IDA Agreement signed on 4 April 2024.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister for Finance
Federal Democratic Republic of Ethiopia
P.O. Box 1905
Addis Ababa, Ethiopia
Facsimile Number: + (2511) 551355

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Country Director
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

If applicable, the Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient.

FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA

Ato Ahmed Shide
Minister for Finance

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President

Date: _____

Schedule 1*Project Description and Implementation Arrangements***I. Project Description**

Schedule 1 "Project Description" of the IDA Agreement applies to this Agreement.

II. Implementation Arrangements

1. Schedule 2, Section I "Implementation Arrangements" and Section II "Project monitoring, reporting and evaluation" of the IDA Agreement shall apply to this Agreement. This includes, among others, the "Manuals", and the "Safeguards" provisions.
2. Project Implementation Manual (PIM). The Recipient shall carry out the Project in accordance with the PIM. The PIM will include, inter alia, a comprehensive financial management section, will provide more details on roles and responsibilities of Project and implementing parties, the strengthening of the existing grievance redress mechanism and include internal audit requirements. The PIM will be updated during implementation with further input from IFAD. The Recipient will finalize the development of the PIM for the Fund's and the Cooperating Institution's consideration and approval. Any revisions to the PIM shall have to be previously approved by the Fund and the Cooperating Institution.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage 100% (inclusive of Taxes)
1. Goods, Services and Inputs	61 750 000	100%
2. Grants I (Matching Grants)	6 840 000	100%
3. Grants II (Savings Leverage Grants)	653 000	100%
TOTAL	69 243 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Goods, Services and Inputs – include costs relating to civil works, workshops and training, goods and equipment, vehicles and motorcycles, technical assistance, other services, operational costs, salaries and allowances.
- (ii) Grants I (Matching Grants) – include matching grants under the sub-component 3.2 (a)(1) of the Project.
- (iii) Grants II (Savings Leverage Grants) - include savings leverage grants under the sub-component 3.2 (b)(1) of the Project.

2. *Disbursement arrangements.*

- I. Disbursements will be managed according to the Cooperating Institution's Disbursement and Financial Information Letter.
- II. Disbursements will be based on submission of quarterly Interim Financial Reports (IFRs). IFRs and withdrawal applications for the IFAD Grant will be submitted through the World Bank's Client Connection.
- III. Once IFRs and the withdrawal applications are reviewed and verified by the World Bank, the World Bank will instruct IFAD to disburse funds. IFAD will disburse the funds to the Project Designated Bank Account specifically opened for the IFAD Grant.

3. *Audit arrangements.*

The Project Accounts and financial statements shall be audited by independent auditors acceptable to the Cooperating Institution in accordance with auditing standards acceptable to the Cooperating Institution. The audit reports shall be submitted to the Cooperating Institution within six (6) months from the end of the Project's financial year. A copy of the audit report and the management letter shall be submitted to IFAD in parallel for IFAD records.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01 (a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. *Gender.* The Recipient shall ensure that the Project has a gender transformative strategy and action plan that informs the implementation of the Project.

2. *Anticorruption Measures.* The Recipient shall comply with the Cooperating Institution's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

3. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the Cooperating Institution's Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

4. *The Key Project Personnel* are: Project coordinator; regional coordinator; accountant; procurement specialist at federal and regional level; environmental and gender specialist. In order to assist in the implementation of the Project, the Recipient, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to the Cooperating Institution. Key Project Personnel shall be seconded to the Federal Project Coordination Unit (FPCU) in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in accordance with the Cooperating Institution's procurement rules or any equivalent selection method in the national procurement system where it is acceptable to the Cooperating Institution. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of the Cooperating Institution's Environmental, Social and Climate safeguards. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

5. *Environmental, Social and Climate safeguards.* The Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with the Environmental and Social Standard requirements specified in the IDA Agreement. The Recipient shall ensure that the Project is implemented in accordance with the Environmental and Social Commitment Plan ("ESCP"), in a manner acceptable to the Cooperating Institution and the Fund. The Recipient shall not amend, repeal, suspend or waive the ESCP or any provision thereof, except as the Cooperating Institution and the Fund shall otherwise agree in writing, as specified in the ESCP, and shall ensure that the revised ESCP is disclosed promptly thereafter.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Progress Report	Annual	PMU	Key assumptions: - Conflicts and civil disturbances - Natural disasters - Pest outbreaks - Multi-sectoral coordination
	Males - Males	1250000	1375000	1500000				
	Females - Females	1250000	1375000	1500000				
	Young - Young people	500000	700000	900000				
	Total number of persons receiving services - Number of people	2500000	2750000	3000000				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Progress Report	Annual	PMU	
	Household members - Number of people	2500000	2750000	3000000				
Project Goal	1.a Corresponding number of households reached				Progress Report	Annual	PMU	
	Households - Households	500000	550000	600000				
Development Objective	Land area under sustainable landscape management practices CRI (CI 3.1.4 Land brought under climate-resilient practices)				Progress Report	Annual	PMU	
	Hectares of land - Area (ha)	400000	700000	1000000				
	Beneficiaries with Improved food security and resilience capacities to impacts of extreme weather events				Progress Report, Mid-term and endline survey, reports and satellite imagery	Mid-term/endline	PMU, implementing agencies	
	Households - Percentage (%)	0	30	60				
	Households - Number	0	165000	360000				
	Total number of household members Number of people - Number of people	0	825000	1800000				
	Beneficiaries with 25 % or more annual household income increment due to project interventions				Progress Report, Mid-term and endline survey, reports and satellite imagery	Mid-term/endline	PMU, implementing agencies	
	Households - Percentage (%)	0	30	60				
Outcome Outcome 1: Enhanced resilience of PAP communities and ecosystems through improved disaster risk mgt and better public infrastructure	Beneficiaries with access to timely information from the early warning and response systems and climate information services				Mid-term and endline survey, reports	Mid-term/endline	PMU, implementing agencies	
	Households - Number	0	220000	480000				
	Households - Percentage (%)	0	40	80				
	Household members - Number of people - Number of people	0	1100000	2400000				
	Climate preparedness and resilience building infrastructures constructed and operational				Mid-term and endline survey, reports	Mid-term/endline	PMU, implementing agencies	
	Number - Number	230	330	510				
	3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered							
	Hectares of land - Area (ha)		0	1030250				
	tCO2e/20 years - Number		0	-35998590				
	tCO2e/ha - Number		0	-34.9				
Output Output 1.1: Climate smart public	Project targeted Woredas with new or updated and automated risk profile				Progress Report	Annual	PMU	
	Risk Profile - Number	0	60	120				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
economic infrastructure subprojects implemented	Regional Disaster Preparedness and Resilience-building Strategic Investment Plans prepared, endorsed by regional councils and automated for public use				Progress Report	Annual	PMU	
	Investment Plans - Number	0	4	8				
	National Rangeland Monitoring System (RMS) developed and operational				Service providers reports, project M&E data and report, COI survey	Supervision missions, MTR, completion	PMU, services providers and implementing agencies	
	Number - Number	0	0	1				
Outcome Outcome 2: Improved natural rangeland health and productivity to increase the absorptive and adaptive capacity of PAP ecosystems and reduced conflicts	3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered							- Households willing to adopt technologies and practices promoted
	Hectares of land - Area (ha)		0	1030250				
	tCO2e/20 years - Number		0	-35998590				
	tCO2e/ha - Number		0	-34.9				
	tCO2e/ha/year - Number		0	-1.7				
Output Output 2.1: Demonstrated improvements in the health and productivity of natural rangelands within the target PAP ecosystems	Climate Smart and Nature based Rangeland Management Investment Plans (RMIPs) updated or formulated and rolled out for implementation				Progress Report	Annual	PMU	
	RMIPs - Number	28	28	29				
Outcome Outcome 3: Increase, diversify and stabilize incomes to empower PAP households for better absorption of changes and livelihood transformation	Annual increase in off take of animals from the project supported woredas					Annual	PMU	
	Woredas - Percentage (%)	0	12.5	25				
	1.2.5 Households reporting using rural financial services					Baseline, Midline and endline survey		
	Total number of household members - Number of people	250000	425000	600000				
	Households - Percentage (%)	10	15	20				
	Households - Households	50000	85000	120000				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices					Annual		
	Total number of household members - Number of people	0	500000	1000000				
	Households - Percentage (%)	0	18	33				
	Households - Households		100000	200000				
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)							
	Women (%) - Percentage (%)	0	21	42				
	Women (number) - Females	0	125000	250000				
	Households (%) - Percentage (%)	0	21	42				
	Households (number) - Households	0	125000	250000				
	Household members - Number of people	0	625000	1250000				
	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Baseline, Mid-term, endline survey reports: COI survey	Annually	PMU	
	Number of POs - Organizations	15	30	45				
	Total number of POs members - Number	750	1500	2250				
	Women PO members - Number	375	750	1125				
	Men PO members - Number	375	750	1125				
	Young PO members - Number	225	450	675				
	Increase in yield of targeted livestock and crop commodities					Annual		

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Livestock type - Percentage (%)	15	20	25	Baseline, Mid-term, endline survey reports: COI survey		PMU, implementing agencies	
	Crop type - Percentage (%)	15	20	25				
	Area provided with new/improved irrigation or drainage services CRI				Progress Report, Mid-term and endline survey, reports and satellite imagery	Baseline, Mid-term, and endline	PMU, implementing agencies	
	Hectares of land - Area (ha)	0	1000	2000				
	MSEs established for targeted value chains and operational 1 year after establishment (of which at least 35 % are women only MSEs)				Progress Report, Mid-term and endline survey, reports and satellite imagery	Baseline, Mid-term, and endline	PMU, implementing agencies	
	Only women-MSEs established and or strengthened - Number	0	574	1148				
	Total SME established - Number	0	1640	3280				
Output Output 3.1: Productive marketing alliances along the value chains promoted; Women focused PASACCOS and MSEs established and functional	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated				Progress Report	Annual	PMU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	1000	2000	Service providers reports, project M&E data and report, COI survey	Supervision missions, MTR, completion	PMU, services providers and implementing agencies	
	Leadership positions held by women in all mixed (women and men) groups created/supported by the project							
	Percentage - Percentage (%)	0	15	30	Service providers reports, project M&E data and report, COI survey	Supervision missions, MTR, completion	PMU, implementing agencies	
	Private capital Mobilized from MSE groups in conjunction with the matching grant from the project							
	Amount (USD) - Money (USD' 000)	0	2000000	4000000	Service providers reports, project M&E data and report, COI survey	Supervision missions, MTR, completion	PMU, implementing agencies	
	New Pastoral and Agro-Pastoral Saving and Credit Cooperatives (PASACCO) Established and Operational (of which 50 % will be women only PASACCOS)							
	Number - Number	500	750	1050	National statistics, baseline, Mid-term, endline survey reports: COI survey	Baseline, Mid-term, and endline	PMU, implementing agencies	
Feedback (complaints, queries, suggestions) through GRM including SMS service, addressed and responded to within stipulated timeframes publicly communicated by the project								
Outcome Outcome 4: Enhanced project management, improved coordination mechanisms, and expanded multi-stakeholder partnerships	Households - Percentage (%)	0	45	90	National statistics, baseline, Mid-term, endline survey reports: COI survey	Baseline, Mid-term, and endline	PMU, implementing agencies	
	Households - Number	0	247500	540000				
	Total number of household members Number of people - Households	0	1237500	2700000				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment							
	Total persons - Percentage (%)		10	20				
	Total persons - Number of people		300000	600000				
	Females - Percentage (%)		10	20				
	Females - Females		180000	360000				
	Males - Percentage (%)		15	30				
	Males - Males		120000	240000				
	Output Output 4: Policy dialogues organized and facilitated on climate change					Progress Report	Annual	
Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported								

Integrated project risk matrix

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Country context		
Political commitment	Low	Low
Risk(s): The political commitment on the project and its objectives is very high, with a renewed focus on the development of the lowlands by the government. This is demonstrated by the creation of the Ministry of Irrigation and Lowlands, whose mandate is the development of the lowlands into economically active and resilient regions of the country. The government has also initiated and committed to the preparation of an overall Lowlands Development and Investment Programme, of which this project will be part of. However, there is limited risk of a change of policy from government that may change priorities from the lowlands.		
Mitigations: These risks will be mitigated by: • Continued, regular and strategic communication between government counterparts (project teams), World Bank and IFAD. • Enhanced transparency, (downward) accountability, and citizen engagement in project-supported activities. The project will directly contribute by improving citizens' access to improved socio-economic services, key resources (rangeland and water), and diversifying economic opportunities that increase incomes and reduce joblessness.		
Governance	High	High
Risk(s): The political and governance situation of the country has remained volatile, especially over the last four years. In the north, including the Afar Region where the project will be active, hostilities appear to have ceased following a peace deal between the federal government and the Tigray Regional Government in early November 2022. However, there are still sporadic incidences of conflict. In other parts of the country including parts of Oromia, Benishangul-Gumuz and Gambela Regions, there are localized conflicts, civil unrest and rebel activity.		
Mitigations: These risks will be mitigated by: • Preparation and implementation of a Security Risk Assessment and Management Plan. • Careful planning and execution of implementation support missions that emphasize security. • Continued, regular and strategic communication between government counterparts (project teams), World Bank and IFAD. • Proper implementation and monitoring of Environmental and Social Framework instruments, including Security Risk Analysis and Security Management Plan. • Enhanced transparency, (downward) accountability, and citizen engagement in project-supported activities. The project will directly contribute to alleviating some of the drivers of the political unrest and civil protests, including by improving citizens' access to improved socio-economic services, key resources (rangeland and water), and diversifying economic opportunities that increase incomes and reduce joblessness.		
Macroeconomic	Substantial	Substantial
Risk(s): Macroeconomic imbalances have deteriorated resulting in high domestic inflation, forex shortages, and depletion of domestic and external buffers.		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Foreign exchange shortages are disrupting public and private sector activity and contributing to inflation. High levels of inflation and the distortions in the foreign exchange market could affect the activities envisaged under LLRP II. To get a better sense of potential impacts of the foreign exchange distortions, sensitivity analyses, including for shadow exchange rates, were incorporated in the economic analysis of the project. Private sector participation in the economy is constrained by various economic and financial parameters. Consequently,		
Mitigations: In July 2024, The GoE has agreed to an economic reform package with the IMF and the WB, that is aimed at spearheading the economic recovery of the country, in an orderly and sequenced manner—minimizing social and poverty effects, the policies that are resulting in Ethiopia's macroeconomic distortions. Following this agreement, the GoE has reached an in-principle agreement with its creditors for debt restructuring that will reduce debt the debt stress that the country was experiencing. The reforms seem to be having early positive results on the economy.		
Fragility and security	Substantial	Substantial
Risk(s): The country is facing multiple shocks from political and security instability, which has been exacerbated by climate change, regional instability with a war in Sudan and instability in the Red Sea. Internal conflicts are main cause of fragility. This is associated to fragile climatic and environmental conditions with recurrent natural hazards such as droughts, floods and locust invasions. International geopolitics and conflicts disrupt the supply chains and have a significant impact on the socio-economic situation in the country.		
Mitigations: The project is designed to be implemented flexibly through quick reallocation of funds, close community driven interventions and strong reliance on early warning systems. The project is also promoting use of local materials and inputs. Local level interventions help to sustain project activities and impacts. Close monitoring of the situation by the country team.		
Sector strategies and policies		
Policy alignment	Substantial	Substantial
Risk(s): The policies affecting the lowlands of Ethiopia and livestock systems specific to the lowlands are constrained, by the absence and or inadequacy of sector policies and strategies. Moreover, the existing pastoral development policy and strategy is not comprehensive enough to guide a sustainable management and governance of rangeland resources.		
Mitigations: In relation to policy support, activities will include a number of trainings for government officials and community leaders, in assessing policy gaps and formulating strategies. The project will support efforts such as the formulation of a national rangeland management policy and regulatory framework that guides the sustainable management and governance of rangeland resources and legal frameworks relating to the livestock tracking system. These activities will be carried out in coordination with the recently established Pastoral Advisory Council under MILLS		
Policy development & implementation	Substantial	Substantial
Risk(s): The lowlands of Ethiopia and livestock systems specific to the lowlands are constrained, among other factors, by the absence and or inadequacy of sector policies and strategies. This includes the lack of land-use policy that considers pastoral production and livelihood systems and		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
pastoral land tenure policy that recognizes ownership rights of pastoralists and community-based land tenure.		
Mitigations: The project will mitigate these risks by: • Building capacities and engaging the Government to formulate and enforce appropriate pastoral land tenure and land-use policies and strategies. • Facilitating review of the existing pastoral policies and strategies, addressing gaps, and supporting the full-scale rollout of new or revised Policy. • Supporting policy dialogue platforms, think tanks, and coordination platforms including to strengthen the recently established Pastoral Advisory Council under the MILLS. Assist in the development of a lowlands development and Investment Programme, that will identify key policy and investments for the development of the lowlands.		
Environment and climate context		
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
Risk(s): The main environment risks include increase in water extraction, soil salination, soil nutrient management concerns, water consumption, pesticide use (although the project will not finance any), crop residue and solid waste management problems. The social risks include: (a) displacement due to land acquisition; (b) elite capture; (c) social exclusion of disadvantaged and vulnerable groups; (d) escalation of social tensions d; (e) forced labour, child labour, and discriminatory hiring practices; (f) an influx of labour; and (g) accidents and incidents. Contextual risks such as conflict, fragility, political instability, and internal displacement, particularly in some parts of the country, deepen the social risk of the project.		
Mitigations: To mitigate the project's environmental and social risks and impacts, the project will closely monitor implementation of the ESF instruments including the ESMF, LMP, SA, SEP and ESCP. Each project investment will be screened based on the ESMF procedure during implementation phase. Subproject specific environment and social risk mitigation instruments such as environmental and social management plans (ESMPs) will be prepared and implemented following the ESMF guidance.		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Substantial
Risk(s): The project's Climate and Disaster Risk Screening has underscored that the majority of the project area is highly vulnerable to climate variability and extreme weather events. According to both the World Vulnerability Index and the ND-GAIN Matrix, Ethiopia ranks as the 19th most vulnerable and 34th least prepared country in the world to face these challenges. Climate change impacts, notably in the form of floods and droughts, have long exerted adverse effects on crop yields, livestock, natural resources, infrastructure, livelihoods, and water availability in the region. Drought, a recurrent phenomenon in the project's areas of interest, has been intensifying in frequency and severity, directly impacting the resilience and livelihoods of communities involved. Similarly, flooding poses significant risks, potentially causing damage to both existing infrastructure and facilities financed by the project, as well as to rangelands and croplands.		
Mitigations: Effort for mitigation climate resilience will be adopted, initiatives to ensure PAP communities to have reliable access to water		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
resources will be introduced. This involves employing modern drilling machinery with reduced carbon emissions to create boreholes efficiently. Additionally, a multifaceted approach will be taken aimed at enhancing productivity through the adoption of innovative climate-smart technologies. Addressing conflicts over land using Resolution tools for effective communication to resolve disputes amicably and the enforcement of appropriate land tenure policies. Furthermore, there is a concerted effort to raise awareness and disseminate information in lowland areas regarding strategies for adapting to the impacts of climate change at different levels (federal, regional and Woreda).		
Project scope		
Project relevance	Moderate	Moderate
Risk(s): Due to some fragile security conditions, development objectives can be constrained by emergency situations. If this happens, the project's development objective and structural long-term investment may give place to emergency. The populations and institutions may also not be opened for development structural activities.		
Mitigations: Close monitoring by the country team Efforts to avoid insecurity of large amplitude from government side and willing political commitment for sustainable development Nexus Peace and Development as strategy for development partners in the country		
Technical soundness	Moderate	Moderate
Risk(s): The project proposes relatively complex multisectoral interventions and intervenes in disaster-prone areas, some of which are also becoming increasingly insecure. This may require changes in technical designs of specific interventions. Moreover, the project is mainstreaming climate considerations across activities, which brings novelty and is critical for sustainability of the impacts, and this approach may require a slight shift from business as usual, which may encounter some resistance.		
Mitigations: This set of risks will be mitigated by prioritizing interventions in different areas, so that implementation could continue if one area were inaccessible; adopting strong learning elements that will help regions move gradually toward the implementation of larger investments; and increasing their readiness and sustainability, sharing experiences and learning from each other. Moreover, additional staff will be hired to strengthen the PMU, and different national and international organizations will provide additional technical assistance for specific activities/components.		
Institutional capacity for implementation and sustainability		
Implementation arrangements	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk regarding institutional capacity for implementation and sustainability is considered as substantial based on: (a) limited institutional capacity of MILLS, the lead implementing agency, and other federal, regional, and decentralized entities to implement such a complex project—given that they are relatively new institutions; (b) the challenge of designing and implementing new systems introduced in LLRP II such as early warning and climate information systems, RMS, digital and private sector-led extension, mobile-based, interest-free, and other financial products; and (c) weak links and coordination among institutions, sectors, programs and projects at all levels. Additionally, some of the project areas have undergone administrative restructuring (the Southwestern Region, for example, is a newly formed region that was drawn from what used to be the Southern Nationals and Nationalities Regional State) that has weakened their overall administrative capacity.		
Mitigations: The risk will be mitigated through awareness creation and training activities. The particular risk regarding MILLS will be mitigated by		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
maintaining and strengthening LLRP I's PMU with recruitment additional staff for key positions relevant to the new design features of LLRP II with clearly defined job descriptions and accountability. To help mitigate coordination risk, the project will rely on existing government coordination platforms, including the MILLS-initiated Pastoral Development Council and the MoA-led Rural Economic Development and Food Security Sector Working Group. Furthermore, the project will coordinate with and build institutional partnerships between the PMU/MILLS (and regional implementing agencies) and relevant local and international specialized agencies, such as the ATI, EDRMC, EMI, ECC, MoA, EIAR, MLSS, ICIPE, Heifer International, and CGIAR programs, and institutes such as AICCRA, ILRI, ICARDA, Alliance Biodiversity International, International Centre for Tropical Agriculture (CIAT), and International Maize and Wheat Improvement Centre (CIMMYT).		
M&E arrangements	Moderate	Moderate
Risk(s): The inclusion of new components on Disaster Risk Management, climate advisory service etc may stretch the capacity of the M&E.		
Mitigations: Strengthening the capacity of the PCMU in general and the M and E specialist in particular. Introducing simple monitoring formats to be used by customary institutional entities to track project milestones focusing on results and budget use and to identify implementation problems and best practices; Digitized resource maps, pictographic information on the RMIPs and its implementation progress; facilitating periodic structured discussions on learning and findings; capacity building of customary institution leaders and committee members on managing relevant information and promoting learning from such information; (v) develop information sharing and learning hubs at range land level. As part of self-monitoring, accountability mechanisms such as social audit committees, public display of information, participation in meetings, and a participatory grievance redress mechanism will be implemented. LLRP II will also work with ILRI and AICCRA to increase data quality and adapt the ILRI's Tracking Adaptation in Livestock Systems tool to track adaptation and resilience to climate change impacts among targeted PAP households. Performance monitoring and review of the effectiveness and assessing project results and outcomes against the Results Framework.		
Procurement		
Legal and regulatory framework	Moderate	Moderate
Risk(s): (i) Most of the central government institutions do not maintain databases or records for contracts including data on what has been procured, the value of procurement, and who has been awarded contracts. They prepare the performance report directly from the source document at the end. In addition, all central government institutions do not submit their procurement performance reports on time to the FPPA. (ii) Out of six key procurement information (1. Legal and regulatory framework for procurement, 2. Government procurement plan, 3. Bidding opportunities, 4. Contract awards, 5. Data on resolution of procurement complaints, 6. Annual procurement statistics) only legal and regulatory framework for procurement and bidding opportunities are made available to the public through appropriate means		
Mitigations: IFAD, in collaboration with the World Bank, can strongly encourage government through policy dialogue to accelerate the creation of a reliable record/database for monitoring procurement management, ensuring that central government institutions prepare accurate reports and submit them to the FPPA, so that the latter can populate the database. It is		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
also important to ensure that accuracy and completeness of reports are verified by the FPPA or by an external auditor. At project level, the systematic use of the CMT should be ensured so as to improve procurement monitoring. In addition, policy dialogue between IFAD and the Government should encourage the latter to improve the completeness of procurement information available to the general public. For example, the FPPA website could be used to ensure access to such information, as it is already the case for the legal and regulatory framework and bidding opportunities.		
Accountability and transparency	Substantial	Substantial
Risk(s): (i) Complaints are not reviewed by a body which is not involved in any capacity in procurement transactions or in the process leading to contract award decisions. Indeed, out of 5 members, only one is seen as independent, while the others are directly involved in procurement activities. (ii) Ethiopia has a score of 38/100 in 2020 in the Corruption Perception Index and ranked 96/198.		
Mitigations: The Government should be encouraged to ensure that national provisions on complaint system are applied, according to which and independent and functional system should be available. Members of the Complaint Review Board should be selected accordingly. (ii) Programme and the Lead executing agency to ensure that any individuals, firms and Government stakeholders involved in the implementation of LLRP II are well informed of the Revised IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations.		
Capability in public procurement	Substantial	Substantial
Risk(s): Procurement risks are associated with capacity limitations at the PMU level, security concerns, market failures, shortages of foreign currency, price hikes, and shortage of construction inputs. MILLS and most regions have acquired adequate experience in procurement; however, the introduction of new federal level implementing agencies (EDRMC, ATI, and EMI), and the geographic expansion of the Project in a new region (Dire Dawa) and 20 new woredas as well as the emergence of new regions is likely to result in some capacity gaps.		
Mitigations: Training on Project procurement policies for the procurement staff. • Timely preparation of project-specific procurement manuals satisfactory to the World Bank and IFAD. • Assessment of the procurement capacity of implementing agencies at all levels and implementation of action plans to address identified limitations as well as continuous capacity building (training). • For new project implementing regions and woredas, careful planning of capacity-building measures, including on STEP. • Timely preparation of the PPSD and Procurement Plan. • Potential deployment of TPMA to monitor and evaluate project activities including procurement aspects in inaccessible woredas and sites.		
Public procurement processes	Moderate	Moderate
Risk(s): There might be lack of compliance to procurement method.		
Mitigations: The Lead executing agency to ensure that procurement planning and AWPB are joint activities between the procurement, finance and technical officers to ensure consistence and alignment of activities, guided by programme technical delivery to inform procurement plan and financial flow projections.		
Financial management		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Organization and staffing	Substantial	Substantial
Risk(s): (i)Limited FM capacity due to the high turnover of fiduciary staff in the PCUs at federal, regional, and woreda level and the shortage of qualified accountants in the public bodies. The introduction of new implementing agencies at the federal level, the geographical expansion of the project in a new region (Dire Dawa), and the fact that 20 new woredas will require the recruitment of additional FM staff will increase the risk of lack of capacity; (ii)Out of the 120 woredas, 20 are new woredas that need continued capacity-building activities. This poses a high FM risk as there are high number of decentralized FM Units, and setting up an effective internal controls and audits will be more challenging.		
Mitigations: (i) FM capacity assessment will be conducted. FM readiness will be assured in all new 20 woredas and recruitment or assignment of one accountant for each new entity implementing the project (federal, regional, and woreda level, including new RSCT and CAs). Notify the World Bank of the assigned personnel within three months of effectiveness; (ii)Providing training to finance staff on the project FM requirements within one month of notification of the assignment of the FM staff to the World Bank and conducting continuous capacity-building trainings during the implementation to strengthen the capacity of the FM staff.		
Budgeting	Substantial	Substantial
Risk(s): The project will follow the Federal Government of Ethiopia's budgeting procedure and calendar. The FPCU, at MILLS, will prepare a consolidated AWPB. However, there is a risk of delay in the preparation and approval of the AWPB, and low budget utilization. Procurement risks are associated with capacity limitations at the PIU level, security concerns, market failures, shortages of foreign currency, price hikes, and shortage of construction inputs may also result in slow budget utilization.		
Mitigations: (i)The project's Annual Work Plan and budget to be prepared and submitted to the World Bank by the end of May of each year. The budget will be notified before the start of the new FY; (ii)Timely preparation of the Project Procurement Strategy for Development (PPSD) and Procurement Plan; (iii)The FPCU will ensure that robust budget monitoring and control mechanisms are in place. IFRs will have budget monitoring reports including variance reports along with explanations of material variances and the management will take corrective measures based on the quarterly reports.		
Funds flow/disbursement arrangements	Substantial	Moderate
Risk(s): Funds flow and Disbursement Arrangements LLRP II will become active before the existing Project, LLRP, is closed and the Project Coordination Units (PCUs) for LLRP will also continue to support this project. Therefore, there is a risk that the funds of LLRP II project will be comingled with the funds of the existing LLRP project.		
Mitigations: (i)A Segregated Designated Account (DA) will be opened for the project and managed by the MILLS/FPCU; (ii)For advances to the Designated Account, the project will use report-based disbursement, with the submission of a six-month forecast as part of quarterly Interim Financial Reports; (iii) For the new 20 woredas, an FM assessment will be conducted when the woredas are identified. Unless the FM assessment is done, no project resources will be channeled to the new woredas.		
Internal controls	Substantial	Substantial

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Risk(s): (i) The project will be implemented in the 120 woredas and out of 120 woredas, 20 are new woredas. This poses a high FM risk as there are a high number of decentralized FM Units, and setting up an effective internal controls and audits will be more challenging; (ii) The PEFA scored Internal audit poorly (D+ overall). There is a risk of weak internal audit function and weak internal control at MILLS including audit issues; (iii) The project will also fund matching grants and access to finance where there is a high risk of misuse of funds.		
Mitigations: (i) All the applicable Government internal control policies and procedures will be applied to the project. In addition, the project's Financial Management Manual (FMM) will incorporate detailed control procedures specific to the project; (ii) The internal audit unit of the FPCU will conduct quarterly internal audits and share the internal audit reports with the World Bank. Training will be provided to the internal auditors to enhance their capacity. The management will take the necessary actions to address the findings. Quarterly IFRs will disclose the status of the implementation of the findings; (iii) Assessment of the fiduciary capacity of implementing agencies at all levels and implementation of mitigation measures (action plans); (iv) Issuance of guidance notes to implementing entities to mitigate expenditure double-dipping; and potential deployment of a Third-Party Monitoring Agent (TPMA) to monitor and evaluate project activities including fiduciary aspects in inaccessible woredas and sites; (v) Matching grants to MSEs and access to finance- seed funding will have separate guidance on selection, implementation, administrative, and other procedural issues regarding the components which will include FM procedures and this will be effectiveness condition. The project's internal auditor will also check periodically on the proper management of this activity. The TPM will also include this in due diligence exercise to ensure that the funds are disbursed and being used for purposes intended as one of its roles. In addition, the FMM will also include detailed FM arrangements and requirements to manage this.		
Accounting and financial reporting	Substantial	Substantial
Risk(s): The fact that the Project will continue to operate along with the existing LLRP poses the risk of double dipping whereby expenditures may be comingled among the two projects given the capacity limitations. In addition, this may create some FM risks in conflict-affected woredas with accessibility limitations.		
Mitigations: (i) Designing appropriate controls, including assigning separate accountants from the PIU to each project; maintaining separate accounting records and document filing systems for each project. These controls will help to ensure that the accounting records for the two projects are kept separate and that there is no risk of mixing them up; (ii) LLRP II will prepare a Financial Management Manual (FMM), which includes an acceptable Chart of Accounts within three months of the approval date, based on the experience of the existing LLRP FMM, and disseminate it to all implementers; (iii) The project will develop a chart of accounts that is adequate to capture the project expenditures by component, category and financier for LLRP II and share the COA with all implementers including the new woredas and federal entities. In addition, to comply with government reporting requirements, the project will have to maintain records through IFMIS; (iv) The FPCU will prepare the quarterly IFR for LLRP II and submit it to the World Bank within 45 days after the end of the quarter. Project annual		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
financial statements will be prepared on time and strict follow-up on timely closure of accounts will be made.		
External audit	Substantial	Substantial
Risk(s): (i) The Project is highly decentralized and there is a risk that external audit scope may not cover the high-risk areas, and may be not adequate; (ii) Risk of late submission of the audit reports and the management letter.		
Mitigations: (i) Recruitment of external Auditors within 6 months of effectiveness; (ii) Agree on the Audit ToR & IFR format; Matching grants and access to finance activities will be included in the external audit TOR and will be covered by the auditors during the external audit process; (iii) Submission of annual audited financial statements and audit report including the management letter within 6 months of each fiscal year; (iv) The audit will be carried out as per the International Standards of Auditing issued by the International Federation of Accountants. The Project will also have an interim audit report arrangement which is part of the annual audit report; (v) An update will be made by MILLS on whether entity audit findings are being addressed or actioned.		
Environment, social and climate impact		
Biodiversity conservation	Moderate	Moderate
Risk(s): Climate variability and extreme weather events, use of agrochemicals (project will not fund the procurement and use of agro chemicals), as well as use of forest clearance may cause loss of biodiversity		
Mitigations: The ESCMF will adequately consider this and a budgeted mitigation measure, including integrated pest management, will be considered		
Resource efficiency and pollution prevention	Substantial	Substantial
Risk(s): Wasteful/in-efficient use of water for irrigation and drinking. Construction of infrastructures such as irrigation schemes, storage facilities, market will lead to pollution of environmental media such as water, soil and air.		
Mitigations: Capacity building and awareness creation will be organized for the beneficiaries and Kebele/Woreda level experts and Das to ensure efficient use of water. Furthermore, water use regulations and bylaws will be prepared and implemented. Compliance to SECAP and national law on pollution prevention and precautionary approaches and increase use of organic fertilizer		
Cultural heritage	Moderate	Moderate
Risk(s): Some construction activities may impact historical, religious or cultural resources.		
Mitigations: Appropriate screening of project/sub project, consultation with responsible government representatives and communities as well as SECAP compliance		
Indigenous peoples	Moderate	Moderate
Risk(s): The project will be implemented in PAP areas which are considered as indigenous by IFAD		
Mitigations: Adequate consultations and engagement with the targeted PAP communities and their institutions.		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Community health and safety	Moderate	Moderate
Risk(s): Construction activities, may have a negative impact on community health and safety. Furthermore, some project activities such as water ponds/diversions may cause water-borne or other vector-borne diseases (e.g., temporary breeding habitats), and/or communicable and non-communicable disease. COVID-19 is still potential health threat		
Mitigations: Provision of PPE, Integrated Pest management practises and also deploying of COVID-19 preventing measures as well as SECAP compliance		
Labour and working conditions	Substantial	Substantial
Risk(s): Project activities may cause forced or child labour, gender-based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions		
Mitigations: Awareness creation and capacity development to ensure project activities are conducted in a safe working environment. Contractor contracts will include clauses to ensure adequate working conditions. Furthermore, GRM system will be established/strengthened so that affected people have access to address and resolve their complaints. Sensitisation will also be done in collaboration with relevant authorities to prevent GBV. As part of the ESCMF, Labour Management Plan will be prepared and implemented accordingly to ensure presence of conducive working environment and avoid/reduce exploitative labour practices		
Physical and economic resettlement	Moderate	Moderate
Risk(s): The proposed infrastructure development such as irrigation schemes, warehouses, and rural roads may cause physical, economic and involuntary resettlement and limit access to natural resources.		
Mitigations: Adherence to SECAP and national laws entails screening of project activities and elaborating ESCMPs for the infrastructure development. Resettlement Action Framework (RAF) will be prepared to guide the identification and consultations of Project Affected People (PAP), quantification of physical and economic resettlements as well as estimate compensations. Depending on the number of PAPs, RAF will also guide the preparation of RAP. Furthermore, PMUs will work hand in hand with Woreda and Kebele administrations to ensure that PAPs are adequately consulted and compensations effected prior to commencement of any physical activities. GRM should be strengthened to ensure timely and satisfactory responses to complaints.		
Greenhouse gas emissions	Low	Low
Risk(s): Livestock fattening may cause emission of small amounts of GHGs. Generally, the project's contribution to GHG emission is minor		
Mitigations: The initiative ensures that there will be no expansion of arable land through deforestation to meet the demands of crop production. Instead, the program emphasizes sustainable agricultural practices that promote responsible land use. This approach aligns with Ethiopia's climate policy, which prioritizes environmental conservation and the reduction of greenhouse gas emissions. In adherence to this climate-conscious strategy, special attention will be dedicated to the promotion of low-emission livestock, including poultry, sheep, and goats. These animals are known for their relatively lower environmental impact compared to traditional livestock options. For instance, poultry farming tends to have a smaller carbon footprint, as it requires less land and water compared to larger livestock such as cattle. The emphasis on sheep and goats is strategic, as these animals are generally more adaptable to diverse and challenging environmental conditions. By focusing on these specific livestock types, the program not only addresses the growing demand for animal products but also contributes to		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
mitigating climate change impacts. Sustainable livestock practices can play a crucial role in fostering a balance between agricultural development and environmental conservation. This dual focus ensures that the program not only meets the nutritional needs of the population but also aligns with Ethiopia's broader goals of achieving climate resilience and sustainability in its agricultural sector.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Risk(s): Programme interventions may increase exposure of communities, ecosystems and infrastructure to climate shock		
Mitigations: LLRP II will support interventions that will enhance resilience of communities, infrastructure and ecosystem to the impact of climate variability and high intensity weather events. Sub projects will be screened against climate change impacts and appropriate mitigation/adaptation measures will be adequately integrated into project design.		
Stakeholders		
Stakeholder engagement/coordination	Moderate	Moderate
Risk(s): There is a potential for: (a) the re-emergence of political unrest and civil disturbances; (b) institutional/organizational restructuring/reorganization; (c) weak multisectoral coordination mechanisms; and (d) elite capture of project benefits and the exclusion of project beneficiaries, particularly underserved members of targeted communities. All stakeholders may not be adequately identified and engaged during project and implementation. Lack of budget may affect stakeholder participation as needed.		
Mitigations: These risks will be mitigated through a series of carefully planned and properly executed consultations as per the Stakeholder Engagement Plan (SEP), during implementation. Elite capture risk mitigation measures will benefit from the experience of several World Bank-IFAD co-financed projects including, Pastoral Community Development Project II (PCDP II,P130276), LLRP (P164336). IFAD in co-financing with the World Bank also faces a moderate risk, experienced under the first phase of LLRP, that the World Bank cancels a proportion of its financing in response to the need for urgent responses to unanticipated events, (such as was the case of COVID19 under LLRP). This will be mitigated through continuous discussions with World Bank counterparts to ensure that IFAD is promptly advised of any such action.		
Stakeholder grievances	Moderate	Moderate
Risk(s): Targeting of beneficiaries, construction activities, water and distributions, poor quality service are potential sources of grievances. GRM system may be non-existent or not functioning well and the GRM committees may not have the required capacity to resolve complaints in fair and timely manner.		
Mitigations: Proper implementation of the targeting strategy/criteria, provision of quality services and establishment/strengthening of GRM system, awareness creation to complainants, capacity development/training to GRM committee		